

Première grande manifestation à Québec

La CSD, la CSQ et la FTQ disent **NON** à l'appauvrissement

par Jacqueline de Bruycker
Photos : Sylvain Roy

Plus de 1 200 militants de syndicats affiliés à la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) ont participé, le 26 novembre 2003, sur la colline parlementaire à Québec, à la première grande manifestation intersyndicale contre le gouvernement Charest et son odieuse réforme de l'article 45 du Code du travail.





Ces manifestants, accompagnés par des membres de la **Centrale des syndicats du Québec (CSQ)** et de la **Fédération des travailleuses et des travailleuses du Québec (FTQ)**, sont venus appuyer leurs leaders, entendus ce jour-là par la Commission parlementaire qui étudiait le projet de loi 31.

Ils étaient entre 6 000 et 7 000 massés solidairement devant le Parlement, exprimant bruyamment leur colère et leur détermination

face à ce gouvernement qui les méprise et qui, obéissant servilement au patronat, veut les dépouiller des droits que leur garantit l'article 45 depuis nombre d'années.

Dans une atmosphère de fête, ponctuée par la musique des tamtams, ils ont dit et redit, avec des slogans ou en chansons, un non catégorique à l'appauvrissement que leur mijote le gouvernement Charest avec son projet de loi 31.

Suite à la page 22





Denis Vigneault, coordonnateur de la région de l'Estrie, a animé la foule par ses slogans et ses chansons à répondre.

De l'estrade dressée sur la colline parlementaire, les dirigeants des trois centrales syndicales se sont, tour à tour, adressés à la foule de manifestants. Dans l'ordre habituel, Henri Massé, président de la FTQ, François Vaudreuil, président de la CSD et Réjean Parent, président de la CSQ.



Suite de la page 21

Ils ont averti le gouvernement que s'il décidait d'aller de l'avant avec son projet de loi, il trouverait sur sa route les syndicats décidés à défendre chèrement leurs acquis et prêts à monter aux barricades. Un avertissement auquel ils ont donné tout son sens lorsque à un certain moment ils ont franchi les barrières de sécurité installées sur la colline parlementaire et se sont rapprochés du Parlement.

C'est assez!

Le président de la CSD, **François Vaudreuil**, a félicité les dirigeants syndicaux d'avoir répondu en si grand nombre à l'appel de mobilisation lancé il y a quelques jours à peine par les trois centrales syndicales.

« Nous sommes plus de 6 000 militants syndicaux venus vous dire, M. Charest, qu'on en a assez, on ne veut

plus voir charcuter nos droits, on en a ras le bol d'un gouvernement qui a perdu le sens du bien commun », a-t-il lancé sous les applaudissements nourris de la foule.

Continuant sur sa lancée, le président de la CSD a vilipendé le gouvernement pour, entre autres, avoir abandonné les chauffeurs d'autobus scolaire en les confinant à des salaires de misère, pour vouloir avec ses projets de loi 7 et 8,

retirer le droit à la syndicalisation à ces salariés que sont les ressources intermédiaires et de type familial ainsi que les personnes responsables d'un service de garde en milieu familial.

Il a également dénoncé les menaces de privatisation que le gouvernement laisse planer sur le réseau de la Santé et des Services sociaux comme sa volonté avec son projet de loi 30 de reconfigurer de façon unilatérale



les unités de négociation et d'établir un nouveau régime de négociation.

Un cadeau aux employeurs

François Vaudreuil a rappelé que, depuis 40 ans, les tribunaux, y compris la Cour suprême, ont jugé qu'en toute justice et pour l'ordre public, l'article 45 devait s'appliquer chaque fois qu'un employeur confiait

du travail à un sous-traitant. « M. Charest, avez-vous oublié votre rôle de Premier ministre qui, entre autres, est celui d'arbitrer entre les intérêts du patronat et ceux des travailleurs? », a-t-il questionné en soulignant que le projet de loi 31 était tout simplement un cadeau que le gouvernement voulait faire aux employeurs.

« On ne veut plus de projets de loi qui vont permettre au patronat de faire de plus en plus de profits, de façon de plus en plus indécente sur le dos de plus en plus de travailleurs. C'est fini. Nous voulons vivre dans un Québec qui lutte contre la pauvreté, contre les inégalités, nous disons non à l'appauvrissement. Nous voulons vivre dans une société dans laquelle la justice sociale et la démocratie ne seront plus uniquement dans les discours électoraux, mais se vivront au quotidien. »

En terminant, le président de la CSD a rappelé au Premier ministre qu'il n'avait pas été élu uniquement par les financiers et les gens d'affaires, mais par le peuple québécois et il l'a averti que chaque fois qu'il s'écartera de ce mandat, il aura à faire face aux centrales syndicales. « Nous serons toujours là pour défendre la justice sociale et la démocratie. »

Les présidents de la CSQ, Réjean Parent, et de la FTQ,

Suite à la page 24



La musique endiablée des tamtams a donné à cette première grande manifestation une véritable atmosphère de fête.



Suite de la page 23



Henri Massé, ont, eux aussi, dénoncé le projet de loi 31. Réjean Parent a exhorté les manifestants à une nécessaire solidarité devant les multiples attaques du gouvernement. « *Nous sommes prêts à nous battre pour conserver un Québec de justice, qui sera profitable à l'ensemble des Québécoises et des Québécois, des travailleuses et des travailleurs et des syndiqués que nous sommes.* »



Quant à Henri Massé, il a accusé le gouvernement de « *la plus grande fumisterie du siècle. On a un gouvernement qui essaie de nous dire que ça va aider la productivité, que ça va aider aux travailleuses et aux travailleurs du Québec, que ça va créer des emplois. C'est non! Ça va créer du "cheap labour".* »

Le message que les manifestants ont, par leur détermination et leur fougue, livré au gouvernement Charest est très clair : s'il ne change pas de cap, c'est la paix sociale qu'a connue le Québec jusqu'ici qui risque d'être dangereusement effritée. 